

# Introduction atelier « Sécurité alimentaire et régimes alimentaires, le cas des DOM »

CIAG : « PAC 2023-2027

Levier de transformation de l'agriculture française ou rendez-vous manqué face aux défis climatique et environnemental ? »

Jacques Marzin (CIRAD Hortsys), au nom du collectif d'auteurs

Marzin J., Fréguin-Gresh S., Angeon V. ; Andrieu N., Banoviez Urrutia V., Cerdan C., Cialdella N., Huat J., Daviron B., 2021. Étude sur les nouveaux modèles agricoles des départements d'Outre-mer. Rapport final. CIRAD, AFD

# Programme de l'atelier

- 10 min de présentation de la problématique et de l'organisation de l'atelier
- 15 min de présentation d'une situation (échelle locale ou plus globale) exemplifiant le sujet de l'atelier. CTM
- 15 min de questions-réponses sur le projet
- 60 min d'échanges (méthode world café ?) au sein du groupe à partir de 3 questions à définir
- 20 min de synthèse et débat général pour retenir les idées-force

# Synthèse comparative DRROM

- Des caractéristiques partagées, mais des différences importantes qui impliqueront des dispositions spécifiques pour chaque DOM
- Des taux de couverture alimentaire structurellement déficitaires
- Des marges de manœuvre limitées pour augmenter la SAU, sauf en Guyane
- Une évolution de la diète préoccupante pour la santé publique, et peu favorable aux produits locaux
- Des contraintes au développement de l'agro-industrie.
- Des soutiens très inégaux selon les territoires et les filières, en défaveur des filières vivrières

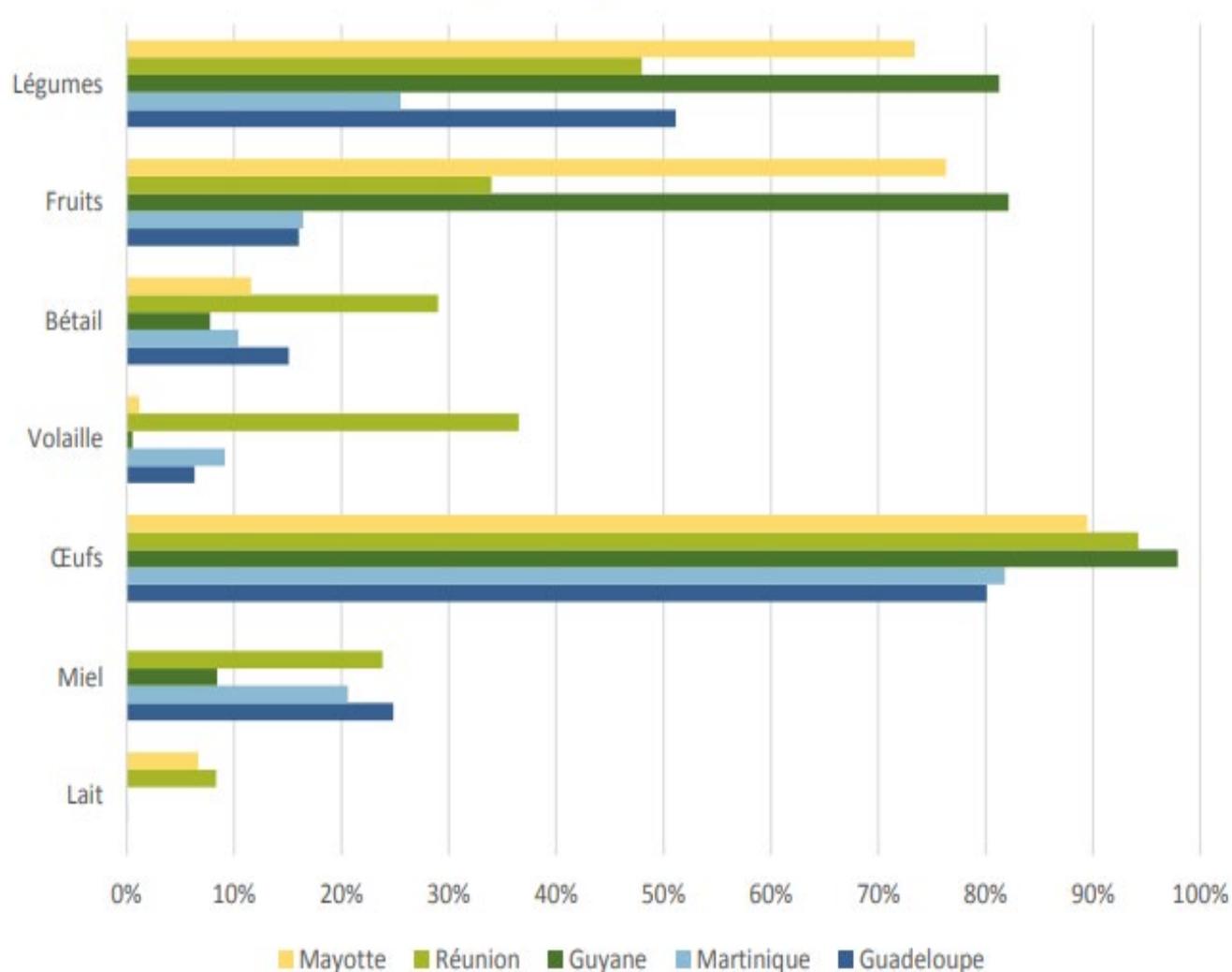
# Perspectives démographiques

- Des marges de manœuvre limitées pour augmenter la SAU, sauf en Guyane :

	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte
Population (estim. 2020)	376 879	358 749	290 691	859 959	279 471
Population (estim. 2050)	340 000	290 000	380 000	910 000	490 000
Surface agricole utilisée des exploitations agricoles (2018)	51 583	23 586	74 439	42 095	20 054
SAU/habitant (2020)	0,14	0,07	0,26	0,05	0,07
SAU/habitant (2050)	0,15	0,08	0,20	0,05	0,04

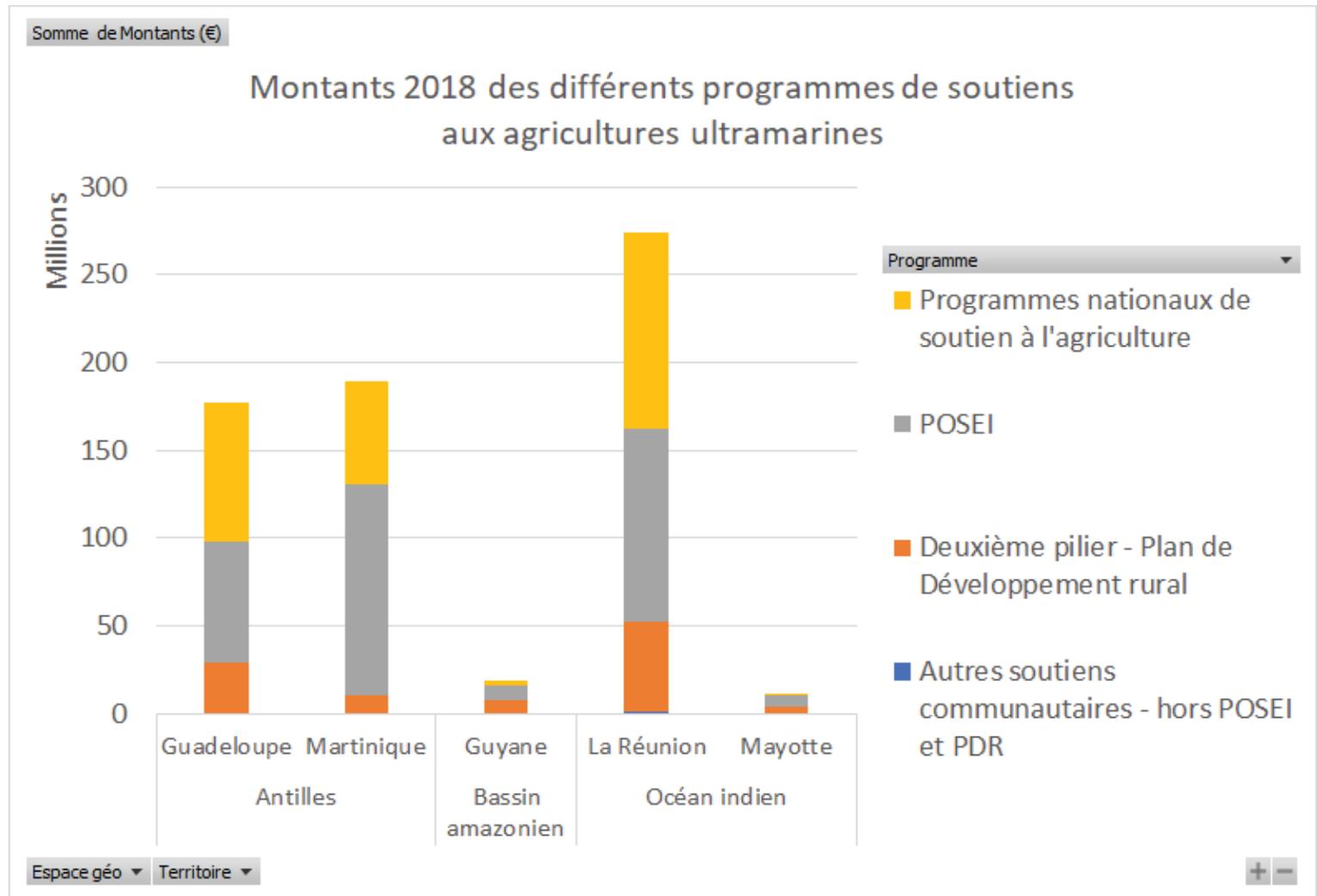
# Une autosuffisance délicate

Estimation tous produits (produits bruts et transformés)

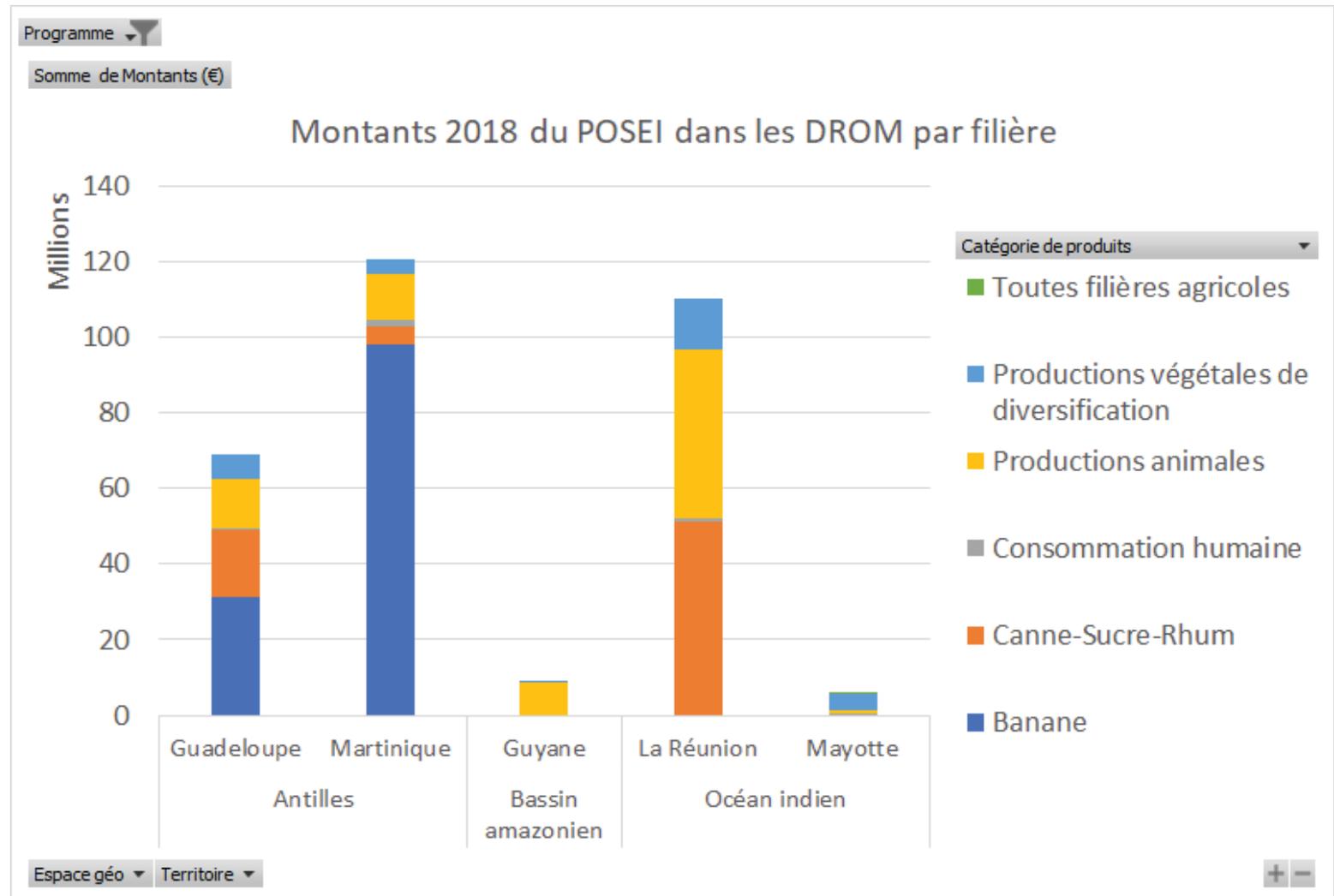


# Des soutiens distincts

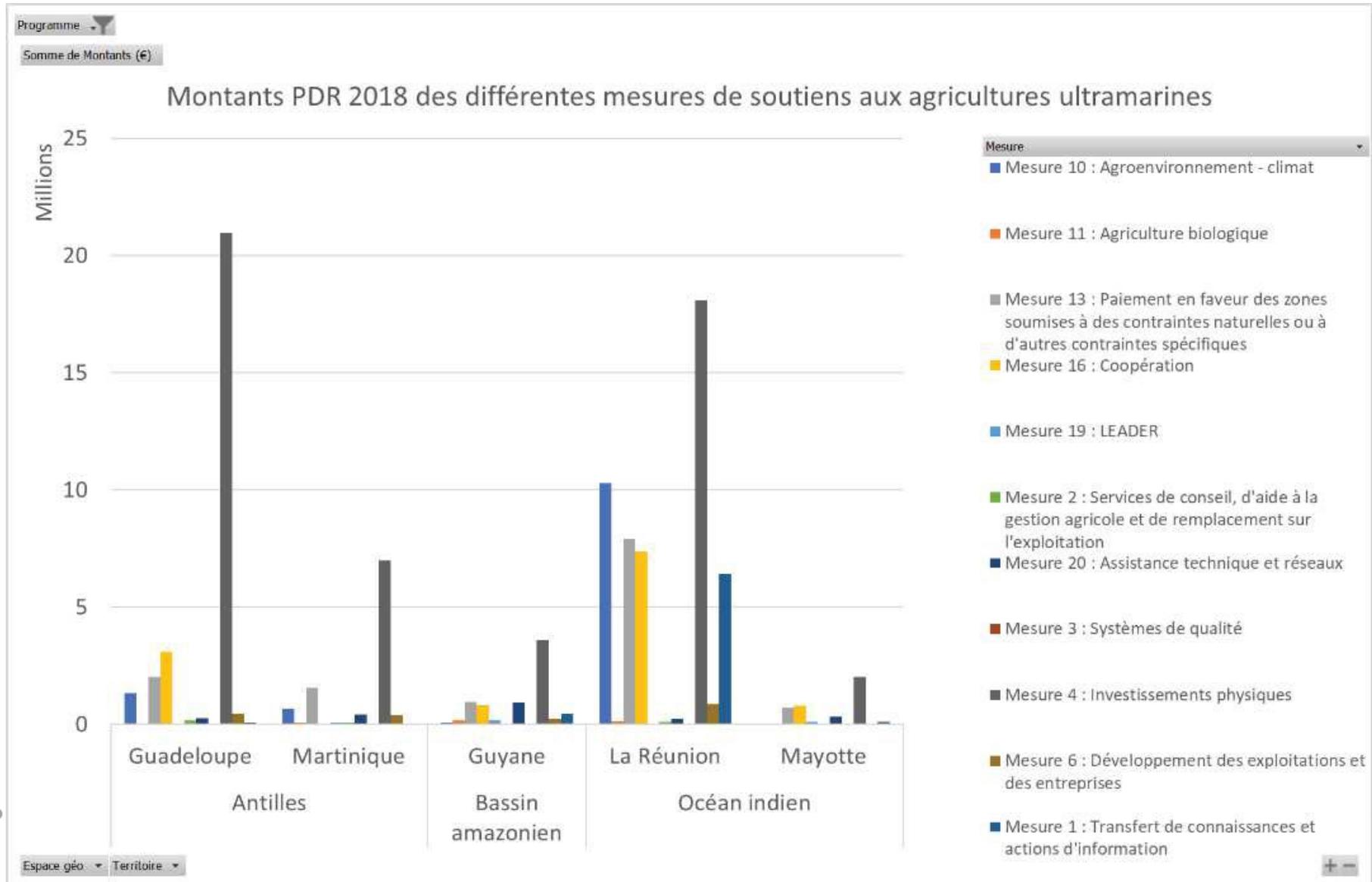
Montants des différents programmes de soutiens aux agricultures ultramarines



# Des aides POSEI orientées export



# Des aides peu ciblées sur l'environnement



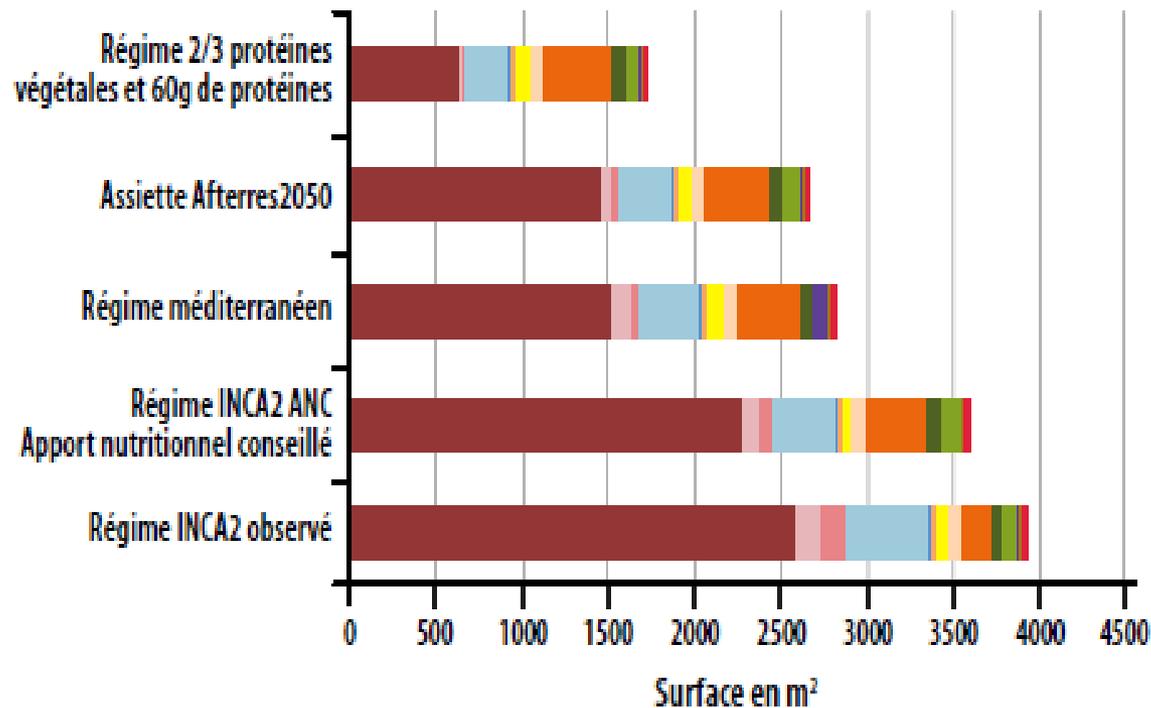
# Des dépendances de sentier

- Soutien massifs, près de 650 millions d'euros annuels pour l'agriculture et dans une bien moindre mesure l'alimentation ;
- Concernent prioritairement les agriculteurs des filières d'exportation. Or la transition agroécologique suppose une diversification des systèmes de production
- Leur impact sur l'économie de chacun des territoires est ambivalent :
  - d'un côté, ils assurent une compétitivité prix aux produits agricoles d'exportation,
  - d'autre part, ils laissent les filières de consommation vivrière en compétition frontale avec des importations

# Impact de la diète sur la SAU

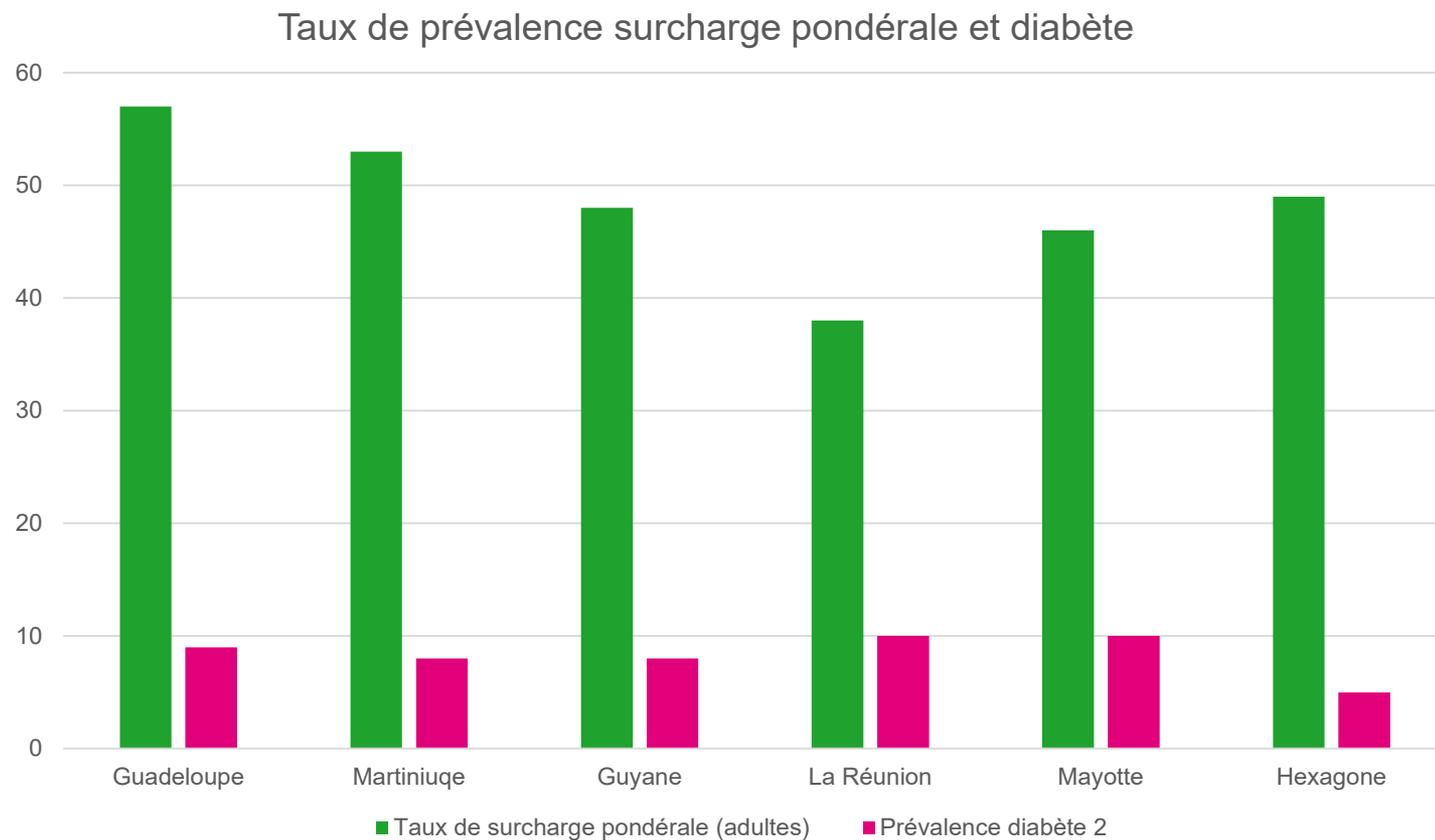
- L'importance de la diète sur l'autosuffisance alimentaire, la production locale ... et la santé

• (fig. 2) : Comparaison des empreintes surface de différents régimes



➤ La France disposait en 2010 de 4600 m<sup>2</sup> par habitant mais cette surface se réduit à 4300 m<sup>2</sup> si on déduit les surfaces agricoles à usage non alimentaire. Cette surface reste supérieure à l'empreinte surface du régime moyen d'un français (INCA2), ce qui explique la capacité de la France à avoir une capacité exportatrice. Cependant si on n'inverse pas les tendances, la surface agricole disponible pour satisfaire des besoins alimentaires ne sera plus que de 3800 m<sup>2</sup>, soit une surface inférieure à notre empreinte actuelle. Le scénario Aferres2050 joue sur deux leviers : réduire la perte de terres agricoles et changer notre assiette.

# Liens alimentation santé



# De la fourche à la fourchette ?

- Sédentarité croissante et transition alimentaire insatisfaisante d'un point de vue nutritionnel placent les DROM dans une situation sanitaire dégradée, notamment pour le diabète de type 2, l'hypertension artérielle;
- les fortes inégalités sociales aggravent la situation sanitaire de la population la plus précarisée. (Méjean 2020).
- les deux dynamiques précédentes touchent particulièrement les femmes.
- Améliorer la qualité de l'alimentation d'une frange importante de la population peut être l'opportunité de développer des initiatives connectant mieux l'aide alimentaire à la production locale de qualité :
  - éducation alimentaire s'appuyant sur des produits de terroir,
  - restauration publique,
  - chèques alimentaires

MERCI

# Pistes de discussion

- 1 – Les soutiens de la PAC sont-ils ciblés dans l'hexagone comme dans les DOM ?
  
- 2 – Quels sont ceux qui concernent la transition écologique ?
  
- 3 – Et la PAC 2023-2027, frein ou levier pour les changements attendus?
  - Pollution et santé ?
  - Emplois verts ?
  - Trajectoire d'autosuffisance / souveraineté / résilience alimentaire ?

# Origine de la demande

- L'origine : discours du président Macron en 2019 à la Réunion, traçant les perspectives de l'autosuffisance alimentaire pour les DROM
  - + le plan 5.0, dont zéro polluants
  - + la crise sanitaire, avec les inquiétudes sur l'approvisionnement
- La demande :
  - Recours à la recherche pour poser un constat le plus factuel possible
  - Etude bibliographique sur les contraintes et leviers de l'autosuffisance alimentaire des DROM, sur la base des documents et données existantes
  - Avec des délais courts pour préparer la mission du CGAER sur le même thème

# La méthode

- Analyse de la littérature existante par DROM
  - Scientifique
  - Du monde du développement
  - Un constat : il n'y a pas grand-chose sur la grande distribution
- Travail comparatif entre DROM
  - Débat avec des personnes ressources sous forme d'entretiens individuels et collectifs. Pas RGPD, donc pas possible de les citer textuellement
- Demande d'accès à des données (et notamment des données des Douanes)
- Discussions itératives avec les donneurs d'ordre (MOM, ODEADOM, et AFD)

# Leviers 1 : Préserver les surfaces agricoles

- 1. Densifier l'urbanisation
  - Stopper l'artificialisation des sols (SCOT, PADD, PLUI ...)
  - Créer des espaces dédiés à l'agriculture urbaine
- 2. Là où cela est possible, augmenter la SAU
  - Terres en friches / jachère
  - Extension en Guyane
- 3. Mise à disposition de foncier agricole pour les jeunes agriculteurs
  - Réserves foncières des collectivités,
  - Incubateurs pour la formation des jeunes qui s'installent hors cadre familial

# Leviers 2 : Accompagner les changements des pratiques

- 4. Accompagner toutes les exploitations,
  - y compris les plus petites dans les filières les moins organisées
  - La question cruciale de la pluri activité
- 5. Développer l'agro-biodiversité
  - Associations de cultures, rotations plus longues, systèmes agroforestiers ...
- 6. Développer le conseil aux exploitants agricoles, Conseil stratégique ponctuel
  - Evolution pédagogique
  - Toucher les nouveaux entrants dans l'agriculture,

# Leviers 3 : Améliorer l'attractivité de l'agriculture

- 7. Statut des exploitants agricoles
  - Taille des exploitations, pluri-activité, niveau d'activité
- 8. Accompagnement des installations de jeunes agriculteurs sur la base de nouveaux modèles agricoles plus orientés vers de l'agroécologie
  - Production agroécologique
  - Vente directe,
  - Certifications (AB, HVE, IGP ...)
- 9. Valorisation des produits sur les marchés locaux
  - (AMAP, marchés paysans, magasins de producteurs, rayon « nos producteurs » dans les GMS, marque Ici.C.Local ...).

# Leviers 4 : L'alimentation au cœur des enjeux de la transition agroécologique

- 10. Mobiliser la commande publique
  - Restauration collective
  - Intégrer les enjeux réglementaires et logistiques
- 11. Créer des bons d'achats pour des produits locaux de qualité;
  - Chèques alimentaires pour donner accès à une alimentation de qualité aux catégories sociales fragiles
- 12. L'éducation alimentaire.
  - Produire, (se) cultiver, consommer,

## Leviers 5 : Développer les Industries Agroalimentaires sur la base de produits locaux

- 13. Développement des contractualisations
  - Entre IAA et producteurs (et/ou leurs organisations)
  
- 14. Articulation entre les industries agroalimentaires travaillant avec des produits locaux et la commande publique
  
- 15. Stratégie territorialisée de renforcement des PME agroalimentaires ou agro-industrielles
  - Gérer les pics de production,
  - Stabiliser les emplois à l'année

# Leviers 6 : Faire évoluer les leviers des aides directes

- 16. Meilleure (re)connaissance des très petites exploitations, souvent pluriactives
  - calibrer les dispositifs de soutiens à leur contribution réelle à l'autosuffisance alimentaire du territoire
  - Production de statistiques
- 17. Création de nouvelles formes de soutiens ciblés sur des systèmes de production complexes
  - Pour ré intégrer de la complexité et de la résilience dans les systèmes de production
- 18. Développement de paiement pour services environnementaux

## Leviers 7 : Développer et coordonner les politiques publiques autres que les soutiens directs

- 19. la stabilisation de l'octroi de mer
- 20. le développement de l'agriculture urbaine
- 21. le développement des Projets Alimentaires de Territoire (PAT).
- 22. la capacité à tirer les leçons des multiples expérimentations de dispositifs de politiques publiques
- 23. coordination territoriale des multiples dispositifs de soutiens et d'appuis aux politiques agricoles et alimentaires

# Un élargissement de la réflexion

- Une demande initiale centrée sur les changements de la production locale : moins d'exportation, plus pour le marché local
- Deux constats aujourd'hui partagés dans le monde médical :
  - Une prévalence aggravée de maladies chroniques liés à une alimentation déficiente
  - Une prévalence particulièrement marquée pour les personnes les plus vulnérables
- Nécessité de raisonner agriculture et alimentation. Et donc introduction tardive de la question de l'intermédiation producteurs / consommateurs dans notre réflexion.

# Les angles morts de la décision publique

- Méconnaissance des petites et très petites exploitations, et de la pluriactivité
- Méconnaissances des bénéficiaires finaux des soutiens publics
- Manque d'évaluation des nombreux dispositifs aidés, y compris aides directes
- Pas encore d'outils de modélisation qui permettraient de simuler les effets d'options de politiques publiques pour accompagner la transition agroécologique, l'amélioration de l'autonomie alimentaire et l'émergence de nouveaux modèles agricoles.